



ÇA SUFFIT! • THAT'S ENOUGH! BASTA YA! • ES REICHT! • APKETA!

Appel du 14 juillet

Ce qui est en train d'être fait à la Grèce ne concerne pas seulement les Grecs : c'est toute l'Europe et sa construction politique, son orientation et son fonctionnement qui sont en cause et en jeu. Et au-delà, l'avenir de la démocratie dans le monde.

Ce qui apparaît désormais en pleine lumière, c'est que le projet européen n'est pas et n'a jamais été au service des populations. C'est avant tout la réalisation des vues et des intérêts d'une oligarchie dont l'objectif central est que règne en Europe, comme dans le reste du monde, un ordre économique-politique aussi puissant, verrouillé et incontestable que possible. Au niveau des dirigeants européens, des institutions mondiales et des médias dominants, par delà des divergences mineures, le consensus sur l'essentiel est en réalité total : le monde entier doit peu ou prou, de gré ou de force, s'adapter aux exigences de la rationalité économique devenue hégémonique. Après l'effondrement des pays socialistes et la période déjà lointaine des « trente glorieuses », l'horizon est dégagé depuis maintenant trente ans pour le triomphe de la logique néolibérale : mondialisation à marche forcée, démantèlement des droits, pression accrue sur les travailleurs, mise au pas des Etats, développement exponentiel des profits financiers. Il n'y aurait pas d'autre chemin envisageable et chaque pays doit se réformer au plus vite pour se soumettre aux impératifs non-négociables de ce projet.

C'est pourquoi il faut faire plier coûte que coûte la Grèce : il ne faut pas permettre qu'un peuple, celui-ci ou un autre, ni des dirigeants un tant soit peu non alignés – immédiatement qualifiés de « radicaux » ou de « populistes » - puissent remettre en cause les dogmes économiques ni les structures politiques qui sont à leur service. **Aucune alternative véritable ne doit avoir l'occasion d'émerger : le possible doit rester étroitement borné au réel.** Toute voix qui pourrait laisser penser qu'on pourrait faire autrement doit être au plus vite réprimée, réduite au silence. Sinon, le risque d'une contagion contestatrice serait trop grand.

Pour cela, tous les moyens sont bons et ils sont en effet utilisés contre les Grecs : pression économique et financière, pression politique, pression morale et idéologique. Ce ne sont pas des négociations qui ont lieu depuis des mois, mais une véritable guerre qui ne dit pas son nom, d'une violence et d'une cruauté inouïes, menée en notre nom mais dans notre dos par des instances et des

autorités qui exercent un pouvoir quasi despotique et sans contrôle démocratique. Déjà dramatiquement appauvri par des décennies d'une politique économique qui lui a été imposée depuis Bruxelles pour l'autoriser à entrer dans l'Union et adopter l'euro, il fallait aussi que le peuple grec baisse la tête et même demande pardon pour n'avoir pas les qualités économiques exigées par le modèle. Si les Grecs sont dans l'état misérable où ils se trouvent aujourd'hui, ce serait en réalité de leur propre faute : dispendieux, paresseux, arriérés, indisciplinés et même tricheurs, les Grecs seraient coupables. Ils doivent donc le reconnaître, abandonner toute revendication et se contenter d'appliquer scrupuleusement et en silence la thérapie de choc qui leur est ordonnée par les experts internationaux : en attendant, pour qu'ils n'y succombent pas tout à fait ni tout de suite, on leur accordera généreusement une aide humanitaire. La vérité c'est que la situation économique et financière de la Grèce est en fait, pour l'essentiel, le résultat des politiques économiques néolibérales imposées au pays, avec l'appui de ses dirigeants successifs, depuis son entrée dans l'Union européenne. Mais ce qui doit apparaître, c'est exactement l'inverse : les Grecs n'ont pas respecté les règles du jeu économique européen, ce sont eux qui ont failli, et leur double punition – leur effondrement économique et maintenant l'humiliation de leur mise sous tutelle - est largement méritée. Ça leur apprendra, et la leçon vaudra aussi pour tous.

Car ce qui arrive aux Grecs nous arrive à tous. Ce qui est en train de leur être fait, nul doute que cela nous arriverait aussi si nous nous avisions de commencer à contester, comme ils ont osé le faire, l'orientation dominante. Mais c'est justement pourquoi nous ne devons pas nous laisser faire, ni accepter sans broncher qu'un peuple soit traité de cette manière indigne. **Nous devons dire haut et fort que partout c'est nous – les 99% - qui sommes le véritable pouvoir, qui avons le droit et la force de faire et de défaire les rois.** Nous devons cesser de nous laisser intimider et réaffirmer qu'en démocratie la souveraineté revient au plus grand nombre. Nous, peuples d'Europe et d'ailleurs, refusons que les décisions concernant notre avenir à tous soient prises de cette manière unilatérale et autoritaire par une caste de dirigeants arrogants, convaincus qu'ils ont le droit de décider de notre bien à notre place.

Ça suffit! Reprenons collectivement ce pouvoir qui nous appartient ! Exerçons notre citoyenneté ! Rappelons à nos dirigeants que nous existons et voulons décider pour nous-mêmes !